

II. Publications vendues hors abonnement.

Les détenteurs de l'ouvrage de base sont automatiquement avertis de la parution des mises à jour.

A. Droits d'enregistrement et de succession.

1. a) Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (mise à jour : 31 décembre 2008) : ouvrage broché (2 parties) 13,00 EUR
- b) Code des droits de succession (mise à jour : 30 septembre 2008) : ouvrage broché (2 parties) 13,50 EUR
2. Code des droits et taxes divers et arrêtés d'exécution ouvrage broché (édition 1^{er} janvier 2008) 6,50 EUR
3. Répertoire RJ (décisions en matière de droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession) - (2008) : ouvrage avec classeurs : mise à jour 4 fois par an 155 EUR

B. Cadastre.

Le cadastre belge et l'impôt sur le revenu des biens immeubles (édition 1^{er} août 2004) :

ouvrage broché 10 EUR

C. Manuels.

1. « Cours de droits de succession » (mis à jour au 1^{er} janvier 2008) : ouvrage avec 2 classeurs 55 EUR
2. « Cours de droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe » (mis à jour au 1^{er} janvier 2008) : ouvrage avec 2 classeur 40 EUR

Remarque : pour les envois à l'étranger, les prix précités seront majorés selon le tarif postal en vigueur au moment de l'achat.

(1) La souscription d'un abonnement annuel exclut toute possibilité de renonciation et de remboursement en cours d'année.

II. Publicaties verkocht buiten abonnement.

Degenen die over het basiswerk beschikken worden automatisch op de hoogte gebracht van het verschijnen van de bijwerkingen.

A. Registratie- en successierechten.

1. a) Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten (bijgewerkt : 31 december 2008) : in boekvorm (2 delen) 13,00 EUR
- b) Wetboek der successierechten (bijgewerkt : 30 september 2008) : in boekvorm (2 delen) 13,50 EUR
2. Wetboek diverse rechten en taksen en uitvoeringsbesluiten in boekvorm (editie 1 januari 2008) 6,50 EUR
3. Repertorium RJ (beslissingen inzake registratie-, hypotheek-, griffie- en successierechten) - (2008) : werk met mappen : 4 bijwerkingen per jaar 155 EUR

B. Kadaster.

Het Belgisch kadaster en de belasting op het inkomen uit onroerende goederen (uitgave 1 augustus 2004) :

ingebonden werk 10 EUR

C. Handleidingen.

1. « Cursus van successierechten » (uitgave 1 januari 2008) : werk met 2 mappen 55 EUR
2. « Cursus van registratie-, hypotheek- en griffierechten » (bijgewerkt 1 januari 2008) : werk met 2 mappen 40 EUR

Opmerking : voor verzendingen naar het buitenland zijn voormelde prijzen te verhogen met de op het ogenblik van de aankoop geldende posttarieven.

(1) De inschrijving op een jaarabonnement sluit elke mogelijkheid van opzeg en terugbetaling in de loop van het jaar uit.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2008/03500]

**Avis relatif à la déduction fiscale pour capital à risque
Taux pour l'exercice d'imposition 2010**

Le taux visé à l'article 205^{quater}, § 2, du code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à 4,473 p.c.

Conformément aux dispositions de l'article 205^{quater}, § 6, du même code, ce taux de 4,473 p.c. est majoré d'un demi-point, soit à 4,973 p.c. pour les sociétés qui, conformément à certains critères fixés par l'article 15, § 1^{er}, du Code des sociétés, sont considérées comme petites sociétés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2008/03500]

**Bericht aangaande de belastingaftrek voor risicokapitaal
Tarieven voor het aanslagjaar 2010**

Het in artikel 205^{quater}, § 2, van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde tarief bedraagt 4,473 pct.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 205^{quater}, § 6, van hetzelfde wetboek wordt dit tarief van 4,473 pct. verhoogd met een half procentpunt, zijnde tot 4,973 pct. voor vennootschappen die op grond van de in de artikel 15, § 1, van het Wetboek van vennootschappen bepaalde criteria als kleine vennootschappen worden aangemerkt.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C - 2008/13653]

17 DECEMBRE 2008. — Circulaire. — Interprétation de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

— Application de la Directive européenne 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres

— Application de la Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial

Elargissement de la notion de conjoint

Section I^{re}: Directive 2004/38

1. Contexte

De manière générale, la Directive 2004/38 CE introduit une nouvelle procédure de séjour applicable en Belgique pour les ressortissants de l'Union européenne.

Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur en Belgique le 1^{er} juin 2008.

Pour ce qui est de l'accès au marché de l'emploi, l'article 23 de cette directive prévoit que, quelle que soit leur nationalité, les membres de la famille du citoyen de l'Union qui bénéficient du droit de séjour, ont le droit d'y entamer une activité lucrative à titre, notamment, de travailleurs salariés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C - 2008/13653]

17 DECEMBER 2008. — Omzendbrief. — Interpretatie van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

— Toepassing van de Europese Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden

— Toepassing van de Richtlijn 2003/86/CE van de Raad van 22 september 2003 betreffende de gezinshereniging

Uitbreiding van het begrip echtgenoot

2. Afdeling I : Richtlijn 2004/38

1. Context

De Richtlijn 2004/38/EG voert op algemene wijze een nieuwe verblijfsprocedure in, van toepassing in België voor de onderdanen van de Europese Unie.

Deze nieuwe regels zijn inwerking getreden in België op 1 juni 2008.

Wat de toegang tot de arbeidsmarkt betreft, bepaalt artikel 23 van deze Richtlijn dat, ongeacht hun nationaliteit, de familieleden van een burger van de Unie, die van een verblijfsrecht genieten, het recht hebben om aldaar een activiteit als werknemer of zelfstandige uit te oefenen.

Pour être complet, il faut souligner que, dans cette directive, la notion de membre de la famille est élargie. Ainsi, au même titre que le conjoint, est également considéré comme membre de la famille :

Art. 2. *b*) « le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a contracté un partenariat enregistré sur la base de la législation d'un Etat membre, si, conformément à la législation de l'Etat membre d'accueil, les partenariats enregistrés sont équivalents au mariage, et dans le respect des conditions prévues par la législation pertinente de l'Etat membre d'accueil ».

En outre, l'article 3, point 2, *b*) prévoit que, l'Etat membre d'accueil doit favoriser l'entrée et le séjour, notamment, du partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable, dûment attestée.

1. Transposition en droit national (séjour)

2.1. Article 40*bis*, § 2, 1° et 2° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Ces dispositions de la Directive visant l'élargissement de la famille ont été transposées dans notre droit national, par l'article 40*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2° de la loi du 15 décembre 1996 qui dispose que :

Article 40*bis*, § 2 : « Sont considérés comme membres de la famille du citoyen de l'Union :

1° le conjoint ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui l'accompagne ou le rejoint,

2° le partenaire auquel le citoyen de l'Union est lié par un partenariat enregistré conformément à une loi, et qui l'accompagne ou le rejoint, pour autant qu'il s'agisse d'une relation durable et stable d'au moins un an dûment établie, qu'ils soient tous deux âgés de plus de 21 ans et célibataires et n'aient pas de relation durable avec une autre personne. »

2. 2. Articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 7 mai 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

En outre, l'article 3 de l'arrêté royal du 7 mai 2008 précité détermine les critères établissant la stabilité de la relation existant entre les partenaires visés à l'article 40*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi précitée.

« Art. 3 : Le caractère stable de la relation est établi dans les cas suivants :

1° si les partenaires prouvent qu'ils ont cohabité de manière ininterrompue en Belgique ou dans un autre pays pendant au moins un an avant la demande;

2° si les partenaires prouvent qu'ils se connaissent depuis au moins deux ans et qu'ils fournissent la preuve qu'ils ont entretenu des contacts réguliers par téléphone, courrier ordinaire ou électronique, qu'ils se sont rencontrés trois fois durant les deux années précédant la demande et que ces rencontres comportent au total 45 jours ou davantage;

3° si les partenaires ont un enfant en commun.

Enfin, l'article 4 de l'arrêté royal du 7 mai 2008 établit une liste d'Etats pour lesquels le partenariat qui est enregistré, conformément à leur législation, équivaut à un mariage en Belgique :

- 1° Danemark;
- 2° Allemagne;
- 3° Finlande;
- 4° Islande;
- 5° Norvège;
- 6° Royaume-Uni;
- 7° Suède.

3. Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

- Dans plusieurs dispositions, l'arrêté royal du 9 juin 1999 précité, prévoit l'accès au marché de l'emploi des membres de la famille non UE de ressortissants UE. Toutefois, jusqu'à présent, les partenaires enregistrés n'étaient pas considérés comme membres de la famille.

Aussi, pour se conformer à la Directive 2004/38 CE précitée, il faut, pour toutes les dispositions dans lesquelles on fait référence aux membres de la famille, inclure les partenaires enregistrés en se référant aux définitions visées dans les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 7 mai 2008 précité.

Les dispositions suivantes sont visées :

- article 2, 1° et 2°;
- article 9, 16° et 17°;
- article 17, 7°;

Volledigheidshalve dient te worden onderstreept dat, in deze Richtlijn, het begrip 'familieleden' werd uitgebreid. Aldus wordt nu, zoals de echtgenoot, als 'familieleden' beschouwd :

Art. 2 *b*) : « de partner, met wie de burger van de Unie overeenkomstig de wetgeving van een lidstaat een geregistreerd partnerschap heeft gesloten, voor zover de wetgeving van het gastland geregistreerd het relevante partnerschap gelijk stelt met huwelijken aan de voorwaarden van de wetgeving van het gastland is voldaan ».

Bovendien voorziet artikel 3, punt 2 *b*) dat de gastlidstaat de toegang en het verblijf dient te bevorderen inzonderheid van de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft.

1. Omzetting in het nationaal recht (verblijf)

2.1. Artikel 40*bis*, § 2, 1° en 2° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Deze artikelen van de Richtlijn die de uitbreiding van het begrip "familieleden" betreffen, zijn in onze nationale wetgeving omgezet door artikel 40*bis* § 2, eerste lid 1, 1° en 2° van de wet van 15 december 1996 dat stelt dat :

Artikel 40*bis*, § 2 : Als familieleden van de burger van de Unie worden beschouwd :

1° de echtgenoot of de vreemdeling waarmee een geregistreerd partnerschap werd gesloten dat beschouwd wordt als zijnde gelijkwaardig met het huwelijk in België, die hem begeleidt of zich bij hem voegt;

2° de partner, die hem begeleidt of zich bij hem voegt, met wie de burger van de Unie overeenkomstig een wet een geregistreerd partnerschap heeft gesloten, voorzover het gaat om een naar behoren geattesteerde duurzame en stabiele relatie die al minstens één jaar duurt, zij beiden ouder dan 21 jaar en ongehuwd zijn en geen duurzame relatie hebben met een andere persoon;

2.2. Artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 7 mei 2008 tot vaststelling van bepaalde uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Bovendien bepaalt artikel 3 van de wet van voormeld koninklijk besluit van 7 mei 2008 de criteria van het stabiel karakter van de relatie tussen de partners, bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 2°, van voormelde wet.

« Art. 3 : Het stabiel karakter van de relatie is bewezen in volgende gevallen :

1° indien de partners bewijzen dat zij gedurende minstens 1 jaar, voorafgaand aan de aanvraag, onafgebroken in België of een ander land hebben samengewoond;

2° indien de partners bewijzen dat zij elkaar sedert ten minste twee jaar kennen en het bewijs leveren dat zij regelmatig, telefonisch, via briefwisseling of elektronische berichten met elkaar contact onderhouden, dat zij elkaar in de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag drie maal ontmoet hebben en dat deze ontmoetingen in totaal 45 of meer dagen betreffen;

3° indien de partners een gemeenschappelijk kind hebben.

Tenslotte voert artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 mei 2008 een lijst van lidstaten in voor dewelke een partnerschap dat geregistreerd werd op basis van hun wetgeving, wordt beschouwd als zijnde gelijkwaardig met een huwelijk in België :

- 1° Denemarken;
- 2° Duitsland;
- 3° Finland;
- 4° IJsland;
- 5° Noorwegen;
- 6° Verenigd Koninkrijk;
- 7° Zweden.

3. Koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

- In meerdere artikelen voorziet het voormelde koninklijk besluit van 9 juni 1999 in de toegang tot de arbeidsmarkt voor niet-Europese familieleden van Europese burgers. Tot op heden echter werden de geregistreerde partners niet beschouwd als familieleden.

Derhalve om in overeenstemming te zijn met de Richtlijn 2004/38, moeten alle artikelen die naar familieleden verwijzen, de geregistreerde partners impliceren door te verwijzen naar de definities bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het voormeld koninklijk besluit van 7 mei 2007.

De volgende artikelen worden bedoeld :

- artikel 2, 1° en 2°;
- artikel 9, 16° et 17°
- artikel 17, 7°;

- article 38ter, § 2, a), b), c), d);
 - article 38quater, § 2, a)
 - de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

- dans l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 avril 2003 déterminant les modalités d'introduction des demandes et de délivrance du permis de travail C

Section 2 : Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial

1. Contexte général

De manière générale, le but de la Directive est de fixer les conditions dans lesquelles est exercé le droit au regroupement familial dont disposent les ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire des Etats membres.

En ce qui concerne l'accès au marché du travail, l'article 14 de la Directive stipule que les membres de la famille du regroupant ont droit, au même titre que celui-ci, à l'accès à un emploi salarié.

Dans cette Directive également, la notion de conjoints est élargie.

Ainsi, l'article 4, point 3 précise que :

« les Etats membres peuvent, par voie législative ou réglementaire, autoriser l'entrée et le séjour(..) du partenaire non marié ressortissant d'un pays tiers qui a, avec le regroupant, une relation durable et stable dûment prouvée, ou du ressortissant d'un pays tiers qui a, avec le regroupant, une relation durable et stable dûment prouvée (...)

Les Etats membres peuvent décider que les partenaires enregistrés sont assimilés aux conjoints pour ce qui est du regroupement familial. »

2. Transposition en droit national (séjour)

Pour ce qui est du droit au séjour, une nouvelle réglementation est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2007

2.1. Article 10, § 1^{er}, 4^o et 5^o de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Les dispositions européennes visant l'élargissement de la notion de conjoint ont été transposées dans notre droit national, par l'article 10, § 1^{er}, 4^o et 5^o de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Article 10, § 1^{er} : « (...) Sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume :

4^o les membres de la famille suivants d'un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le royaume pour une durée illimitée, ou autorisé à s'y établir (...) :

le conjoint ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique qui vient vivre avec lui, à la condition que les deux personnes concernées soient âgées de plus de vingt et un ans. Cet âge minimum est toutefois ramené à dix-huit ans lorsque le lien conjugal ou ce partenariat enregistré, selon le cas, est préexistant à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le royaume (...)

5^o l'étranger lié par un partenariat enregistré conformément à une loi, à un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée ou autorisé à s'y établir et qui a, avec celui-ci, une relation durable et stable d'un moins un an dûment établie, qui vient vivre avec lui pour autant qu'ils soient tous deux âgés de plus de 21 ans et célibataires et n'aient pas une relation durable avec une autre personne (...).

L'âge minimum des deux partenaires est ramené à 18 ans lorsqu'ils peuvent apporter la preuve d'une cohabitation d'au moins un an avant l'arrivée de l'étranger rejoint dans le royaume. »

2. 2. Articles 11 et 12 de l'arrêté royal du 17 mai 2007 fixant les modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Dans l'article 11 de l'arrêté précité, on détermine quels sont les critères établissant la stabilité de la relation entre les partenaires visée à l'article 10, § 1^{er}, 5^o de la loi du 15 septembre 2006 précitée.

Quant à l'article 12, il détermine les cas dans lesquels un partenariat enregistré sur la base d'une loi étrangère doit être considéré comme équivalent à mariage en Belgique.

Le partenariat doit être considéré comme équivalent à mariage en Belgique lorsqu'il a été enregistré dans les pays suivants :

- Danemark;
- Allemagne;

- artikel 38ter, § 2, a), b), c), d);

- artikel 38quater, § 2, a)

- van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

- in artikel 3, 22 lid, van het koninklijk besluit van 2 april 2003 tot bepaling van de modaliteiten van indiening van de aanvragen en van aflevering van de arbeidskaart C

Afdeling 2 : Richtlijn 2003/86/CE van de Raad van 22 september 2003 betreffende het recht op gezinshereniging

1. Algemene context

Algemeen gezien is het de bedoeling van de Richtlijn om de voorwaarden vast te leggen onder dewelke het recht op gezinshereniging kan uitgeoefend worden waarover de onderdanen van derde landen, die wettelijk op het grondgebied van lidstaten verblijven, beschikken.

Wat de toegang tot de arbeidsmarkt betreft voorziet artikel 14 van de Richtlijn dat de familieleden van de gezinshereniger op dezelfde wijze als deze recht hebben op een betrekking in loondienst.

In deze Richtlijn werd tevens het begrip echtgenoten uitgebreid.

Aldus preciseert artikel 4, punt 3, dat :

"de lidstaten kunnen, bij wet of bij besluit toestemming tot toegang en verblijf verlenen aan de ongehuwde levenspartner die onderdaan van een derde land is en met wie de gezinshereniger een naar behoren geattesteerde duurzame relatie onderhoudt, of aan de onderdaan van een derde land die door een geregistreerd partnerschap met de gezinshereniger verbonden is(...)

De lidstaten kunnen bepalen dat geregistreerde partners op het stuk van gezinshereniging dezelfde behandeling krijgen als echtgenoten."

2. Omzetting in nationaal recht (verblijf)

Wat het verblijfsrecht betreft is er een nieuwe reglementering in werking getreden op 1 juni 2007.

2.1. Artikel 10, § 1, 4^o en 5^o van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

De Europese bepalingen tot uitbreiding van het begrip echtgenoot werden in nationaal recht omgezet bij artikel 10, § 1, 4^o en 5^o van de voornoemde wet van 15 december 1980.

Artikel 10, § 1 : "(...) Zijn van rechtswege toegelaten om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven :

4^o de volgende familieleden van een vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of gemachtigd is om er zich te vestigen(..) :

de buitenlandse echtgenoot of de vreemdeling waarmee een geregistreerd partnerschap gesloten werd dat als gelijkwaardig beschouwd wordt met het huwelijk in België, die met hem komt samenleven, op voorwaarde dat beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar. Deze minimumleeftijd wordt echter teruggebracht tot achttien jaar wanneer, naargelang het geval, de echtelijke band of dit geregistreerd partnerschap, reeds bestond vóór de vreemdeling die vervoegd wordt in het Rijk aankwam (...)

5^o de vreemdeling die door middel van een wettelijk geregistreerd partnerschap, verbonden is met een vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of gemachtigd is om er zich te vestigen, en die met die vreemdeling een naar behoren geattesteerde duurzame en stabiele relatie onderhoudt van minstens een jaar, en die met hem komt samenleven, voorzover zij beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar en ongehuwd zijnen geen duurzame relatie hebben met een andere persoon(...)

De minimumleeftijd van de twee partners wordt teruggebracht tot achttien jaar, wanneer zij het bewijs leveren dat zij vóórde aankomst van de vreemdeling die vervoegd wordt in het Rijk, reeds tenminste een jaar samengewoond hebben."

2.2. Artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

In artikel 11 van voormeld besluit wordt bepaald welke de criteria zijn die de stabiliteit bepalen van de relatie tussen partners bedoeld in artikel 10, §1, 5^o van voormelde wet van 15 september 2006.

Artikel 12 op zijn beurt bepaalt in welke gevallen een geregistreerd partnerschap op basis van een buitenlandse wetgeving dient beschouwd te worden als gelijkwaardig met een huwelijk in België.

Het partnerschap dient beschouwd te worden als gelijkwaardig met een huwelijk in België, wanneer het geregistreerd werd in de volgende landen :

- Denemarken;
- Duitsland;

- Finlande;
- Islande;
- Norvège;
- Royaume-Uni;
- Suède.

3. Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

Dans plusieurs dispositions, l'arrêté royal du 9 juin 1999 précité, prévoit l'accès au marché de l'emploi de membres de la famille non UE de ressortissants non UE. Toutefois, jusqu'à présent, les partenaires enregistrés n'étaient pas considérés comme membres de la famille.

Aussi, pour se conformer à la Directive 2003/86/CE précitée, il faut, pour toutes les dispositions dans lesquelles on fait référence aux membres de la famille, inclure les partenaires enregistrés en se référant aux définitions visées dans les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 7 mai 2008 précité.

Il s'agit des dispositions suivantes :

- article 9, 16° et 17°;
- article 16;
- article 17, 5° et 17, 8°.

Bruxelles, le 17 décembre 2008.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

- Finland;
- IJsland;
- Noorwegen;
- Verenigd Koninkrijk;
- Zweden.

3. Koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

In meerdere bepalingen voorziet het voormelde koninklijk besluit van 9 juni 1999 in de toegang tot de arbeidsmarkt voor niet-Europese familieleden van niet-Europese burgers. Tot op heden echter werden de geregisteerde partners niet beschouwd als familieleden.

Derhalve, moeten, om in overeenstemming te zijn met de voormelde Richtlijn 2003/86/CE, alle artikels die naar familieleden verwijzen de geregisteerde partners omvatten door te verwijzen naar de definities bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het voormeld koninklijk besluit van 7 mei 2008.

Het betreft de volgende bepalingen :

- artikel 9, 16° en 17°;
- artikel 16;
- artikel 17, 5° en 17, 8°.

Brussel, 17 december 2008.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2008/10035]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, Mme Touzani Akbar, Anissa, née à Willebroek le 13 juillet 1966, demeurant à Malines, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Touzani » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, le nommé Terazi, Bilal, né à Liège le 12 novembre 1996, demeurant à Anvers, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Ghanem » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, Mme Van Impe, Bianca, née à Alost le 16 octobre 1980, demeurant à Haaltert, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Van den Steen » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, Mlle XXX, Nancy, née à Ludhiana (Inde) le 15 novembre 1986, demeurant à Anvers, district Borgerhout, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Kaur » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, Mme Govaerts-Imiolek, Anna Katarzyna, née à Krakow (Pologne) le 11 août 1971, demeurant à Malle, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Imiolek » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2008/10035]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 is machtiging verleend aan Mevr. Touzani Akbar, Anissa, geboren te Willebroek op 13 juli 1966, wonende te Mechelen, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Touzani » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 is machtiging verleend aan de genaamde Terazi, Bilal, geboren te Luik op 12 november 1996, wonende te Antwerpen, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Ghanem » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 is machtiging verleend aan de Mevr. Van Impe, Bianca, geboren te Aalst op 16 oktober 1980, wonende te Haaltert, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Van den Steen » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 is machtiging verleend aan de juffrouw XXX, Nancy, geboren te Ludhiana (India) op 15 november 1986, wonende te Antwerpen, district Borgerhout, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Kaur » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 is machtiging verleend aan de Mevr. Govaerts-Imiolek, Anna Katarzyna, geboren te Krakow (Polen) op 11 augustus 1971, wonende te Malle, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Imiolek » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.